



Document Administratif et technique

SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SOMME

Fourniture d'une Solution de Sauvegarde.

Marché à procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article 28 du Code des Marchés Publics.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 : PROCEDURE DE PASSATION.....	3
ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	3
3.1 : Pièces particulières	3
3.2 : Pièces générales	3
ARTICLE 4 : JUSTIFICATIFS A PRODUIRE.....	3
ARTICLE 5 : CONSTITUTION DE L'OFFRE	3
5.1 : Présentation des offres	3
5.2 : Conditions d'envoi et de remise des offres	4
ARTICLE 6 : DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES.....	4
ARTICLE 7 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES.....	4
ARTICLE 8 : CRITERES DE CHOIX	4
ARTICLE 9 : DESIGNATION DU REPRESENTANT LEGAL	4
ARTICLE 10 : PRIX	5
ARTICLE 11 : DELAI DE LIVRAISON ET DE MISE EN PLACE.....	5
ARTICLE 12 : PENALITES.	5
ARTICLE 13 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	5
13.1 : Présentation des demandes de paiements.....	5
13.2 : Mode de règlement	6
ARTICLE 14 : COMPTABLE PUBLIC ASSIGNATAIRE	6
ARTICLE 15 : LES OPERATIONS DE VERIFICATION – RECEPTION - INSTALLATION.....	6
ARTICLE 16 : GARANTIE.....	6
ARTICLE 17 : CONDITION DE RESILIATION	6
ARTICLE 18 : PERIMETRE A COUVRIR.....	6
ARTICLE 19 : LES PRESTATIONS ATTENDUES	6
ARTICLE 20 : MEMOIRE TECHNIQUE	7
ARTICLE 21 : DEROGATIONS	7

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

La présente procédure adaptée a pour objet la fourniture d'une Solution de Sauvegarde. Elle consiste en la livraison et la mise en place d'un outil de sauvegarde centralisé pour le SDIS de la SOMME.

ARTICLE 2 : PROCEDURE DE PASSATION

Le marché est passé selon la procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article 28 du Code des Marchés Publics.

ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

3.1 : Pièces particulières

- Le devis ou la proposition de contrat,
- Le présent Document Administratif et Technique (D.A.T.),
- Le document mémoire.

3.2 : Pièces générales

- Le code des marchés publics,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC).

ARTICLE 4 : JUSTIFICATIFS A PRODUIRE

- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés en la matière ; dans le cas contraire, fournir une déclaration sur l'honneur ;
- Un document relatif aux pouvoirs de la personne ou des personnes habilitées à engager la société ;
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 43 du code des marchés publics concernant les interdictions de soumissionner ;
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

Les formulaires DC 1, 2, NOTI 1 et 2 sont acceptés et disponibles à l'adresse suivante :

http://www.economie.gouv.fr/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/daj_dc.htm

ARTICLE 5 : CONSTITUTION DE L'OFFRE

5.1 : Présentation des offres

Le dossier de consultation est remis gratuitement aux candidats. Il se compose du présent DAT.

Les propositions des candidats seront entièrement rédigées en langue française. Le soumissionnaire est informé que l'établissement public souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire suivante : l'euro.

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté contenant :

- Le devis ou la proposition de prix **paraphé, daté et signé**,
- Le présent Document Administratif et Technique (DAT) **paraphé, daté et signé**,

- Les pièces énumérées à l'article 4 « justificatifs à produire » du présent DAT,
- Le document mémoire demandé à l'article 20 du présent DAT.

5.2 : Conditions d'envoi et de remise des offres

L'enveloppe extérieure portera l'adresse et les mentions suivantes :

<p style="text-align: center;">SDIS de la Somme Groupement Logistique 7 Allée du Bicêtre 80 000 AMIENS</p> <p style="text-align: center;">FOURNITURE D'UNE SOLUTION DE SAUVEGARDE</p> <p style="text-align: center;">Ne Pas Ouvrir</p>
--

Les offres devront être :

- soit transmises en recommandé avec accusé de réception
- soit remises à l'adresse ci-dessus, contre récépissé.

Les offres devront parvenir avant la date et l'heure limites fixées à l'article 6 du présent DAT.

ARTICLE 6 : DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES

Les date et heure limites de réception des offres sont fixées au **lundi 16 janvier 2011 à 12 heures**.

ARTICLE 7 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai pendant lequel le soumissionnaire reste engagé par son offre est de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 8 : CRITERES DE CHOIX

Le choix sera opéré sur la base des critères de choix pondérés de la manière suivante :

- Valeur Technique : 75 %
- Prix : 25 %

La valeur technique sera évaluée sur les sous-critères suivants notés de 1 à 3 :

- Ergonomie,
- Facilité de recherche de fichier(s) et de restauration,
- Facilité de déploiement et de mise en œuvre,
- Performance en matière de compression et de temps de sauvegarde.

ARTICLE 9 : DESIGNATION DU REPRESENTANT LEGAL

Le représentant légal du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme est Monsieur le Président du Conseil d'Administration, pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 10 : PRIX

Le candidat portera obligatoirement le prix total HT et TTC en euros de son offre dans son devis ou sa proposition de prix. Les prix sont fermes et définitifs.

Les prix comprennent :

- la cession du droit d'usage des logiciels associés.
- les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison.
- la garantie constructeur.

ARTICLE 11 : DELAI DE LIVRAISON ET DE MISE EN PLACE

Le candidat indiquera obligatoirement dans son offre le délai de livraison et de mise en place de la solution à compter de la notification.

Aucune livraison ne doit intervenir avant la notification au titulaire.

ARTICLE 12 : PENALITES.

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, des pénalités calculées selon la formule suivante sont appliquées sans mise en demeure :

$$P = \frac{V \times R}{300}$$

P = pénalités

V = montant total du marché

R = nombre de jours de retard au calendrier

ARTICLE 13 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

13.1 : Présentation des demandes de paiements

Les factures afférentes à chaque prestation seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier,
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- le numéro du marché,
- la prestation réalisée,
- le montant hors taxe de la prestation en question,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total des prestations exécutées,
- la date de facturation.

Les factures et autres demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME
Groupement Juridique et Financier
Service Finances
7 Allée du Bicêtre – BP 2606
80 026 Amiens cedex 1

13.2 : Mode de règlement

Les prestations seront payées par mandat administratif selon la réglementation en vigueur.

Le délai global de paiement est de 30 jours.

ARTICLE 14 : COMPTABLE PUBLIC ASSIGNATAIRE

Payeur Départemental de la Somme
27 Rue de l'Amiral Courbet
80 010 AMIENS

ARTICLE 15 : LES OPERATIONS DE VERIFICATION – RECEPTION - INSTALLATION.

Les opérations de vérification et de réception se feront conformément aux articles 23 à 28 du CCAG-TIC.

ARTICLE 16 : GARANTIE

Conformément à l'article 30 du CCAG-TIC, la solution est garantie un an à compter de la date de notification.

ARTICLE 17 : CONDITION DE RESILIATION

Les conditions de résiliation éventuelles se feront conformément aux articles 42 à 46 du CCAG-TIC.

ARTICLE 18 : PERIMETRE A COUVRIR

L'architecture du SDIS80 est composée pour la majeure partie de serveurs Windows et quelques serveurs Linux.

- Le SDIS fournira le serveur dimensionné en fonction des pré-requis nécessaires à la solution dans le cas d'une solution exclusivement logicielle.

Les données à sauvegarder sont :

- 1 serveur de fichiers sur le réseau local et 4 serveurs sur sites distants interconnectés par un lien SDLS à 1 Méga.
- 1 serveur de Base de données MS-SQL, Hyperfile.
- 1 serveur MySQL.
- 1 Serveur de messagerie : Exchange 2010.
- Un blade Center H IBM administré avec VMWare, (hébergeant à ce jour 30 serveurs).
- La volumétrie actuelle à sauvegarder est de 2.2 To et 1 To pour les VMs.

ARTICLE 19 : LES PRESTATIONS ATTENDUES

La solution de sauvegarde proposera obligatoirement les fonctionnalités suivantes :

- Déploiement d'agents tous systèmes d'exploitation confondus (Windows, Linux MacOS...)
- Environnements virtuels inclus (VMWare, Xen, Hyper-V) sans limite de machines virtuelles.
- Sauvegarde à chaud incluses (Exchange, MS-SQL, Oracle, MySQL...).

- Sauvegarde synthétiques : possibilité de régénérer une sauvegarde totale à partir des précédentes sauvegardes qu'elles soient incrémentales ou totales sans accès aux serveurs source de données.
- De disposer d'un module de reporting avancé (volumétrie sauvegarde sauvegardée, taux de compression, temps de sauvegarde,...). Un regard particulier sera porté sur l'ergonomie et la pertinence des informations présentées.
- Ne pas avoir de gestion de licence pendant la durée du contrat choisi.
- D'une couche logicielle de déduplication inclus dans la solution. Nous ne souhaitons pas acquérir plusieurs solutions complémentaires mais une seule et unique afin de simplifier l'administration de notre exploitation de sauvegarde.
- Capacité à sauvegarder des données sur plusieurs stockages secondaires que ce soit disque (San et Nas incluses) avec ou sans déduplication ou bande physique, de façon synchrone ou asynchrone.
- Gérer des droits d'accès aux fonctionnalités propres à la solution
- Disposer d'un outil d'aide à la planification.
- D'un mode commande évolué et/ou d'un API pour interfaçage avec des logiciel tiers de planification et de supervision.
- De proposer une interface unique Sauvegarde/Restauration simple et intuitive basée sur des notions de navigation temporelle (positionnement à une date donnée) et de profondeur de champs (identification de fichiers/répertoires/ supprimés depuis x jours).
- Interface en Français obligatoire.

Un transfert de compétences devra être effectué pour la partie technique et surtout sur l'exploitation de la solution.

ARTICLE 20 : MEMOIRE TECHNIQUE

Le soumissionnaire fournira obligatoirement un mémoire technique dans lequel il détaillera les qualités suivantes de sa solution :

- Ergonomie,
- Facilité de recherche de fichier(s) et de restauration,
- Facilité de déploiement et de mise en œuvre,
- Performance en matière de compression et de temps de sauvegarde.

ARTICLE 21 : DEROGATIONS

L'article 3 du présent DAT déroge à l'article 4 du CCAG-TIC.
L'article 12 du présent DAT déroge à l'article 14 du CCAG-TIC.

Le

Le Soumissionnaire

Amiens le

19 DEC. 2011

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Départemental



Colonel Marc DEHEDIN